

Luttes internationales

Bombardements ou diplomatie sont également inutiles Au Vietnam, le peuple décide

Manuel Brider

LA reprise des bombardements sur le Nord-Vietnam a suscité l'émotion du monde entier. L'émotion vraie de ceux qui ressentent comme leur combat celui du peuple vietnamien. L'émotion, aussi, de ceux qui ne voient peut-être pas toujours la signification des batailles, mais qui ressentent simplement, comme une chose qui les concerne, la destruction d'un village ou l'assassinat d'un enfant, ceux que nous appelons les « pacifistes » ou les « humanitaires », avec une certaine commisération quelquefois, mais dont la réaction spontanée n'est pas toujours négligeable, même au seul niveau du rapport des forces. L'émotion, enfin — la moins importante en réalité, mais la plus nombreuse, la plus répandue dans le « milieu » politique — de tous ceux qui s'imaginaient, sincèrement ou non, aveugles réels ou imaginaires, que les choses « allaient s'arranger ».

L'interruption des raids les rassure aussitôt et les commentaires vont leur train sur les incohérences et les contradictions de la politique américaine.

Les contradictions américaines

Bien sûr, ces contradictions existent. Les indiscretions récentes de la presse sur les projets de livraison d'armes au Pakistan ont bien montré le jeu des intrigues et des clans au sein même de l'administration yankee. Entre le Pentagone et le département d'Etat, entre l'équipe Kissinger et les envieux qu'elle suscite, entre les partisans et les adversaires de la négociation à Pékin, c'est une bataille de couloirs, de déclarations, de vraies ou de fausses nouvelles. L'approche des élections présidentielles exaspère ces conflits bureaucratiques d'une façon d'autant plus vive que le mouvement d'opinion contre la guerre se

développe dans les masses américaines bien au-delà de son point de départ, bien au-delà des campus universitaires et des mouvements pacifistes. La participation des anciens combattants aux manifestations de ces derniers jours — l'occupation du consulat sud-vietnamien à San Francisco et de la statue de la Liberté à New York — sont, à cet égard, significatifs.

Ces contradictions ne sont cependant que des remous en surface par rapport à la contradiction principale, essentielle qui est au cœur même de la politique américaine, tous clans et toutes équipes réunis. Les dirigeants des Etats-Unis veulent à la fois quitter le Vietnam et y rester. Le quitter parce qu'il faut mettre fin à la guerre, parce que l'opinion publique n'en veut plus, parce que le compromis monétaire a provisoirement restauré, au prix de quelques concessions, le rôle du dollar, mais que la menace demeure et qu'il faut songer sérieusement à la balance des paiements. Mais y rester aussi, parce qu'une défaite au Vietnam serait le feu vert attendu pour les mouvements de libération dans le monde entier. Y rester aussi parce qu'il y a maintenant, de plus en plus, des investissements américains directs au Vietnam et dans les régions limitrophes.

L'échec de la vietnamisation

La politique de vietnamisation de la guerre a représenté la tentative la plus cohérente pour réaliser ces deux objectifs incompatibles entre eux. Avec la vietnamisation, il serait possible de retirer les troupes américaines tout en gardant une présence économique et politique par l'intermédiaire du gouvernement fantoche. La flotte et l'aviation resteraient à portée de la main pour assurer, au besoin, une couverture stratégique.

Cette politique, à vrai dire, nous est bien connue. Elle est celle de l'impérialisme dans le monde entier chaque fois qu'il est trop faible pour préserver sa domination directe et qu'il se cherche des alliés dans la bourgeoisie locale. En Indochine même — et, plus tard, en Algérie —, la France officielle n'a pas fait autre chose quand elle a cherché désespérément l'« interlocuteur valable ». Elle ne fait pas autre chose, aujourd'hui, quand elle apporte sa caution militaire à certains gouvernements, au Tchad et ailleurs.

Les difficultés rencontrées par les Américains au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge sont aussi un phénomène universel. L'effondrement militaire des gouvernements fantoches est la conséquence de leur irréalité politique, de leur absence de base dans les masses mêmes du pays. La mascarade des élections présidentielles au Sud-Vietnam a sonné le glas de la politique de vietnamisation. Les derniers échecs militaires lui ont donné le coup de grâce.

Une fois de plus, les bombardements sur le Vietnam sont la conséquence des défaites américaines, la tentative inutile et désespérée d'exercer une pression sur Hanoï pour desserrer l'étreinte autour de Saïgon et pour donner une apparence de vie au régime sud-vietnamien.

Le coup de poker de Nixon

Dans l'esprit des dirigeants américains, il n'y a d'ailleurs aucune incompatibilité entre ces bombardements et le voyage de Nixon à Pékin. Il semble, à vrai dire, qu'il n'y en ait pas non plus dans les faits.

Que signifie, d'ailleurs, l'interruption des bombardements au nord ? Une fiction diplomatique, à l'abri de laquelle on peut discuter, pendant que le napalm et la mitraille ne cessent de pleuvoir sur les populations du sud, du Cambodge et du Laos. La Conférence de Paris n'a jamais signifié ni l'arrêt ni l'atténuation de la guerre. Pour les Vietnamiens, elle est une tribune politique utile, un moyen de faire apparaître aux yeux du monde la duplicité fondamentale de la politique américaine.

Du voyage à Pékin, Nixon attend visiblement autre chose. Il s'est rendu compte que le conflit sino-soviétique était, paradoxalement et dans une certaine mesure, profitable au peuple vietnamien en ce sens que ni l'U.R.S.S. ni la Chine

ne peuvent se permettre de relâcher leur aide sans voir se renforcer les concours et, par conséquent, l'influence et le prestige mondial du concurrent détesté. Il en a déduit qu'il ne suffisait pas de discuter avec Moscou mais qu'il fallait aussi reconnaître la Chine et discuter avec elle.

Cette discussion, il la conçoit évidemment sur le même plan que la première. La diplomatie n'est ici que la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Il s'agit de faire reconnaître un rapport de forces et d'aboutir, sur cette base, à un partage provisoire du monde. Il n'y a donc pas, d'un côté, les bons Américains négociateurs et, de l'autre, les méchants militaires qui bombardent le Nord-Vietnam. Bombarder le Nord-Vietnam, retarder la défaite militaire au sud et l'effondrement du régime fantoche, c'est aussi préparer la négociation de Pékin sur des bases moins défavorables.

La parole est aux Vietnamiens

Ce qui pourra résulter du coup de poker de Nixon dépend évidemment, pour une part, de la politique chinoise elle-même. L'entrée de la Chine à l'O.N.U. et dans le grand jeu diplomatique mondial est trop récente pour que l'on puisse avancer sur ce point des hypothèses définitives, à moins d'y répondre par des généralisations théoriques ou des « a priori » sentimentaux.

A côté d'aspects positifs, comme les premières déclarations à New York, d'autres sont plus discutables, comme la politique envers Ceylan ou le Bangla Desh, voire l'Iran du shah Pahlevi. L'avenir proche nous permettra de préciser un jugement qui serait aujourd'hui prématuré.

Mais, en fin de compte, la question n'est pas là du tout. La grande leçon du Vietnam, c'est que le sort d'un peuple, s'il le veut vraiment, dépend de lui seul. Le sort des Vietnamiens ne se joue pas à New York, à Pékin ou à Moscou, pas plus que le sort des Palestiniens ne se joue à Nicosie ou au Caire. Les conditions extérieures peuvent certes rendre les batailles plus ou moins longues et plus ou moins dures ; elles n'en décident pas l'issue historique.

C'est en cela que la lutte du peuple vietnamien est aujourd'hui la plus importante du monde. Elle est la démonstration des possibilités d'un peuple

résolu et de son invincibilité. Elle est une leçon pour le monde entier, au moment où beaucoup se découragent et ne croient plus possible autre chose que l'acceptation des fatalités historiques et des décisions d'autrui.

C'est aussi pourquoi l'action de solidarité politique envers le peuple vietnamien doit être

considérée comme une tâche prioritaire, inséparable de la lutte politique en France. Il y a loin, à cet égard, de nos intentions à nos actes. Il faut le reconnaître honnêtement et tenter d'y porter remède.